

## Point fort

# «Je n'avais plus le choix, je devais aller à l'Économie»

**Transfert** La surprise de l'élection complémentaire du 18 décembre, c'est moins le changement de majorité que l'accession d'un libéral à la tête d'un département crucial

## L'essentiel

- **Tentation** La gauche convoitait le Ministère de l'économie
- **Négociation** La droite a réussi à conserver ce bastion
- **Concession** L'exécutif préserve ainsi sa bonne entente

## Daniel Audétat

**A** lors que la majorité du Conseil d'Etat est passée à gauche le 18 décembre, le libéral Philippe Leuba a obtenu le lendemain la direction d'un département stratégique, celui de l'Économie. Il explique les conditions et les enjeux de son transfert.

**Pourquoi avoir quitté le Département de l'intérieur après l'élection de la Verte Béatrice Métraux? Fallait-il empêcher que la gauche ne s'empare du Département de l'économie qui, avant l'UDC Jean-Claude Mermoud, n'a eu depuis 1848 que des chefs issus du Parti radical?**

Le Département de l'intérieur a lui-même été un bastion de la droite. Cette exclusivité n'a connu que deux exceptions passagères: le popiste Josef Zisyadis entre 1996 et 1998, et le socialiste Pierre Chiffelle de 2002 à 2004. A mon arrivée au Conseil d'Etat, en 2007, deux entités m'intéressaient. Le service en charge des relations avec les communes, avec comme objectif de renforcer le poids politique de la commune, cette institution fondamentale pour notre canton. Et le ministère public, dont l'indépendance devait être garantie dans le cadre de l'introduction du Code de procédure pénale fédérale. Dans un bel esprit de concorde, le Conseil d'Etat m'avait alors accordé le département que je désirais, et je m'y trouvais bien. Même s'il a fallu affronter des problèmes douloureux, d'abord autour des questions liées à l'asile, qui sont désormais traitées sur la base de critères clairs; puis au Service pénitentiaire, où les relations avec le personnel ont trouvé la sérénité nécessaire grâce à une franchise réciproque.

**Vous ne songiez donc pas à changer de département?**

Non, pas jusqu'aux résultats du premier tour de l'élection complémentaire du Conseil d'Etat, le 27 novembre. Le risque d'un renversement de majorité s'est alors imposé. Une réflexion s'est amorcée à droite, sous l'influence d'un autre paramètre: en consacrant l'essentiel de mon temps à la suppléance à la tête du Département de l'économie depuis le décès de Jean-Claude Mermoud, je me suis trouvé aux prises avec deux dossiers déterminants. D'abord le projet de fermeture des installations de Novartis à Prangins. Puis la restructuration du site industriel de Bobst. Dès lors, nombreux furent les appels du pied pour que je reste en charge du Département de l'économie. Un troisième élément m'a aidé à me détacher de l'Intérieur. Toutes les grandes réformes que j'avais à y mener sont sous toit ou quasiment, qu'il s'agisse de la péréquation intercommunale, de la justice, des prisons, des tutelles, de la surveillance des fondations...

**De fortes pressions se sont donc exercées sur vous. De qui émanaient-elles?**

La réflexion s'est déroulée sur deux plans. D'éminents libéraux-radicaux estimaient que nous n'avions pas le choix: la politique économique vaudoise est un enjeu trop essentiel pour ne pas tenter de conserver sa



Philippe Leuba au Château, dans son bureau de ministre de l'Intérieur. Il s'installera au Département de l'économie mardi prochain. FLORIAN CELLA



«La moyenne d'âge de notre gouvernement est la plus jeune depuis l'introduction de l'élection par le peuple du Conseil d'Etat, en 1917»

Philippe Leuba, conseiller d'Etat



«Je crois pouvoir dire que notre région a davantage évolué au cours des 20 dernières années qu'elle n'avait changé pendant les deux siècles précédents»

Philippe Leuba, conseiller d'Etat

maîtrise. Le plus surprenant, c'est que le même message m'a été adressé avec force par les milieux économiques. Ce ne sont pas seulement ses représentants institutionnels - le Centre patronal ou la Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie - qui m'ont fait part de leur inquiétude, mais aussi les patrons de PME que j'ai rencontrés en grand nombre dans le cadre de ma fonction intermédiaire.

**Un ministre de gauche aurait-il mené une politique économique réellement différente de la vôtre?**

Un conseiller d'Etat ne peut plus gérer son département à sa guise, comme il le faisait par le passé, lorsque chaque magistrat évitait de se mêler des dossiers des autres. Désormais, les choix stratégiques sont discutés par le collège. Cela dit, sans préjuger de la politique qu'aurait menée un ministre de gauche porté par la nouvelle majorité gouvernementale, j'ai la conviction qu'elle aurait été sensiblement différente de celle que je m'efforcerais de mettre en œuvre.

**Mais pourquoi donc la gauche vous a-t-elle fait cadeau de l'Économie?**

Il m'importe de ne pas enfreindre la confidentialité des travaux du Conseil d'Etat. Je dirai que, tout au long de cette législature, a prévalu le respect mutuel, qui a évité toute rupture de collégialité. Nos discussions ont été vives, parfois dures, mais se sont toujours conclues dans un esprit de concorde. Cette bonne entente n'avait rien d'évident. Les précédentes législatures ont souffert d'antagonismes personnels. Et beaucoup de gens ont parié à notre élection, en 2007, que Pierre-Yves Maillard et moi-même aurions du mal à converger dans le cadre de la collégialité. Nous avons pourtant développé une culture du dialogue caractéristique de la génération dont relèvent les membres de ce gouvernement. Sa moyenne d'âge est la plus jeune depuis

l'introduction de l'élection du Conseil d'Etat par le peuple en 1917. Nous sommes entrés en politique alors que le canton subissait la crise des années 1990, qui l'a transformé en profondeur. Je crois pouvoir dire que notre région a davantage évolué au cours des vingt dernières années qu'elle n'avait changé pendant les deux siècles précédents. Cette expérience que je partage avec mes collègues nous amène à concevoir la politique de la même manière. C'est-à-dire en considérant qu'il n'y a plus de parti dominant et que la majorité gouvernementale ne coule plus de source. Tous les dossiers sont donc préparés pour être discutés et construits par le collège. Cet état d'esprit a permis que j'obtienne le Département de l'Économie.

**Faut-il comprendre que votre politique sera sous le contrôle de la nouvelle majorité?**

Les impulsions personnelles d'un ministre sont déterminantes. Avant et après l'élection de Béatrice Métraux, la gauche a dit son grand intérêt pour le Département de l'économie, qui revêt bien sûr une dimension symbolique pour une nouvelle majorité. Un autre problème se posait. Jusque'ici rattaché à l'Intérieur, le dossier des migrations n'a guère profité à la carrière politique de Josef Zisyadis, et encore moins à celle de Pierre Chiffelle. La gauche n'avait aucune envie de le reprendre. Il faut reconnaître aussi qu'un magistrat de droite est mieux placé pour gérer une telle question. Nous avons donc procédé à une rocade de services. Le Service de la population est passé à l'Économie, ce qui permet de le rapprocher du Service de l'emploi, lui-même très concerné par les migrations. Dans l'autre sens, le logement et l'aménagement du territoire, auxquels la gauche tenait beaucoup, ont été placés au Département de l'Intérieur, où ils gagneront à travailler de façon plus suivie avec le Service des communes.

**Si la gauche confirme sa majorité au printemps, ne sera-t-elle pas tentée de vous enlever ce département clé?**

Rien n'est exclu. Mais dessaisir un conseiller d'Etat du département dont il a la charge constituerait une décision qui foulerait au pied l'esprit de concorde qui doit habiter le Conseil d'Etat. Ce serait un acte que ne s'est permis aucun gouvernement sous une majorité de centre droit. Chacun sait qu'un tel coup de force laisserait des traces, qui perturberaient durablement le climat au sein du gouvernement. Cela serait d'autant plus dommageable que la droite peut raisonnablement espérer conserver la majorité au Grand Conseil. Mais, compte tenu d'une conjoncture internationale des plus instables, je pense que la raison l'emportera.

**Comment le libéral que vous êtes envisage-t-il l'action de l'Etat dans le domaine économique?**

La situation de notre canton est très contrastée. Entre septembre 2010 et septembre 2011, 6600 emplois ont été créés, soit une croissance de 2%, contre 0,7% en moyenne nationale. Pour répondre aux besoins du marché du travail, le nombre des frontaliers a augmenté dans le même temps de 10%. Le paradoxe tient au chômage qui continue à se développer. Nos politiques de formation et de réinsertion professionnelles devront être davantage en adéquation avec l'évolution de l'économie. Pour cela, il importe de comprendre les acteurs économiques, leurs besoins, les rythmes de leurs décisions. C'est une de nos grandes inquiétudes au terme de cette législature. Pendant ces cinq dernières années, le climat entre le Conseil d'Etat et les communes s'est grandement amélioré. En revanche, nos rapports avec les organisations économiques se sont tendus. Un ministre de droite favorisera davantage qu'un de ses collègues de gauche le retour à de bonnes relations.